

ECHECS COLONIAUX

Luc LACROZE : *Les grands pionniers du Mékong (une cinquantaine d'années d'aventures : 1884-1935)*, Collection Rencontres Asiatiques, Paris, L'Harmattan, 1996, 186 p. [Correspondance : 5-7, rue de l'Ecole Polytechnique, 75005 Paris]

On connaissait la première description détaillée¹ du marchand hollandais Gerrit van Wuysthoff qui, en 1641, fut le premier occidental à remonter le Mékong. Les passionnés de l'histoire coloniale connaissent également les récits de Francis Garnier², parti "à l'assaut des fleuves". Mais il n'y avait pas encore eu de synthèse historique sur les efforts des officiers de marine, des armateurs, des gouverneurs et administrateurs, des ingénieurs des Travaux Publics, parisiens ou sur le terrain, pour tenter de rendre navigable l'un des plus grands fleuves du monde. C'est avec une fouille de détails et une documentation que l'on pourrait qualifier d'exhaustive que l'auteur est parvenu à décrire minutieusement, presque quotidiennement, ce que fut cette épopée.

Tout commença à la moitié du XIX^{ème} siècle, en 1866 précisément, et se termina peu avant la seconde Guerre Mondiale, en 1935 : près de 70 ans de découvertes et d'aventures, recherches et d'études, de sacrifices et de morts, pour un résultat que d'aucuns considèrent comme négatif, puisque le Mékong ne devint pas ce que beaucoup espéraient, d'abord une voie de communication reliant la Chine méridionale aux pays de l'Indochine, puis un lien entre les pays de l'Indochine. Pendant près de 15 ans, les obstacles physiques du fleuve allaient être surmontés, depuis le domptage des premiers rapides cambodgiens en 1884 jusqu'au contrôle des confins de la frontière sino-birmane à la fin du siècle dernier.

En 1880, la France est à la recherche d'une voie de navigation commerciale qui relierait directement ses possessions d'Indochine à la Chine centrale. Après l'échec de la tentative de Francis Garnier en 1872 (la mission avait confirmé l'inutilité d'utiliser le Mékong comme voie commerciale par des navires à vapeur), elle va se tourner - avec aussi peu de bonheur - vers le Fleuve Rouge. Elle n'a pas pour autant définitivement abandonné l'idée que le Mékong peut néanmoins être une voie de communication rentable pouvant assurer le transport du courrier, des biens et des personnes. Après 12 années de parenthèses, la conquête reprit, et la navigation commerciale sur le Mékong cambodgien jusqu'aux chutes de Khône devint une réalité après 5 années d'efforts, en 1889, les obstacles physiques et politiques - avec les Siamois - ayant été maîtrisés. Et il fallut 3 ans, de 1890 à 1893, pour qu'une solution soit trouvée au passage des chutes faisant frontière actuelle entre le Laos et le Cambodge. Les

¹ *Le Journal de Voyage de Gerrit Van Wuysthoff et de ses assistants au Laos, 1641-1642*, traduction de Jean-Claude Lejosne, CDIL (Metz), 1993, 234 p.

² Jean VIALATEL : *Francis Garnier (1839-1873), un théoricien et un acteur de la pénétration française en Extrême-Orient, sa vie d'après ses lettres et ses écrits*, CDIL (Metz), 1994, 331 p.

motivations politiques (la France avait décidé de s'approprier le fleuve, au détriment du Siam) et économiques (la France avait négocié un contrat avec la Compagnie des Messageries Fluviales de Cochinchine) nécessitèrent ensuite la présence sur le Mékong laotien de canonnières destinées à la fois à manifester la présence de la France vis-à-vis du Siam (moyen et bas-Mékong) et des Anglais (haut-Mékong), mais aussi à rédiger les cartes hydrologiques nécessaires aux futures chaloupes commerciales. Le début de notre siècle mit en évidence les problèmes de l'utilisation du Mékong par des bateaux à vapeur ou à gazoil : lenteurs dues au niveau des eaux, lenteurs dues aux immobilisations suite à des avaries, insuffisance de bateaux, charges élevées pour les finances publiques, etc. Les voies ferrées et routières devenaient petit à petit l'autre alternative, et la route finira, en 1935, par s'imposer, mettant fin à la cinquantaine d'années d'espoir et d'aventures. Les grands pionniers du Mékong ont déçu les fonctionnaires parisiens, ne sont pas parvenus à convaincre les responsables de l'Indochine. Leur rêve ne se réalisa jamais, et rien, actuellement, ne laisse supposer qu'il le sera un jour... Mais ils ont laissé dans la mémoire collective le souffle d'hommes, de toutes conditions, acharnés à faire d'un fleuve une voie navigable.

L'ouvrage de Luc Lacroze nous décrit, avec de nombreuses références aux archives qu'il a retrouvées et consultées, les efforts de ces pionniers : les tribulations du docteur Mougeot, l'équipée de l'enseigne Mercié, les exploits de l'enseigne de vaisseau Mazeran et les déboires du lieutenant de vaisseau Jacquemart. Le tout sur fond de conflit entre Paris et Hanoi, et entre Saïgon et Bangkok. Un index des noms de personnes et de lieux vient utilement enrichir ce récit, illustré également de cartes du Mékong et de photographies.

Geoffroi CRUNELLE

Michel BODIN : *La France et ses soldats, Indochine 1945-1954*, Paris, L'Harmattan (Recherches asiatiques), 1996, 286 p. [Correspondance : L'Harmattan, 5-7 rue de l'École Polytechnique, 75005 Paris]

La France, sortie très affaiblie de la deuxième guerre mondiale, s'est aussitôt trouvée confrontée à un très grave problème politique et stratégique relatif à l'Indochine : il lui fallait opérer un choix entre deux solutions également difficiles. Devait-elle envoyer en Indochine tous les moyens militaires disponibles, et laisser le pays, en période de guerre froide, sous la protection de l'Amérique et de l'Europe, en renvoyant à plus tard la reconstruction de son armée ? Devait-elle au contraire abandonner l'Indochine, au risque de voir la contagion se répandre sur les possessions africaines ?

Les gouvernements de la IV^{ème} République ne cesseront de 1945 à 1954 de louveroyer entre ces deux éventualités ; ils prétendront maintenir une certaine présence française, de nature variable et bien souvent indéfinie, mais seront incapables - le voulaient-ils ? le pouvaient-ils ? - de mobiliser les moyens nécessaires à la réalisation de leurs objectifs politiques et militaires.

C'est l'histoire de cette carence tragique que Michel Bodin a entreprise. Son étude, synthèse née de la réécriture d'une thèse d'état soutenue en 1991 à la Sorbonne, n'a rien de commun avec la multitude d'ouvrages consacrés depuis 1954 aux événements de conflit sous ses aspects techniques ou tactiques. «On a beaucoup parlé de la guerre en oubliant ses ac-

teurs, les hommes» ; l'auteur se propose de réparer cet oubli en présentant les combattants d'Indochine pris dans leur ensemble, l'entretien d'effectifs toujours insuffisants, la politique indochinoise de la métropole et ses conséquences.

Dans une première partie, l'auteur traite des forces terrestres en Extrême Orient - les F.T.E.O. - entre 1945 et 1954. La guerre d'Indochine fut «une guerre d'hommes» - essentiellement de fantassins - alors que dans les conflits contemporains, «le matériel apporte presque toujours la primauté sur le champ de bataille». L'élément humain y joua donc le rôle principal. Or les déficits en matière d'effectifs constituèrent «la maladie chronique des F.T.E.O.» ; on assista à une course entre les effectifs souhaités, en augmentation constante du fait de la montée en puissance de l'adversaire, les effectifs demandés par les commandants en chef conscient des difficultés de la métropole, et enfin les moyens accordés.

L'envoi des nationaux en Indochine posait effectivement des problèmes aux gouvernements : l'appel au contingent était politiquement exclu, mais le nombre d'engagements baissait dès 1945, et les dégagements des cadres privaient l'armée de nombre d'officiers d'active ; simultanément, la nécessité de maintenir et même parfois de renforcer les effectifs à Madagascar et en Afrique du Nord constituait autant d'impératifs.

Face à ces contraintes, les gouvernements utiliseront, pour tenter de réduire les effectifs des F.T.E.O., des moyens divers, palliatifs ou subterfuges, que l'on peut regrouper, selon l'origine des renforts ou des relevés, en trois catégories :

- 1°) De métropole seront envoyés en Indochine des contingents qualifiés «d'extraordinaires» : c'est ainsi que gendarmes et gardes républicains y seront de plus en plus nombreux, utilisés hors forces prévôtales, comme «combattants ordinaires», près de 14000 entre 1945 et 1954. Les cadres de réserve volontaires y serviront sous contrat, constituant 10,7% des effectifs officiers des F.T.E.O. en 1947, et plus de 13% en 1953. Des auxiliaires civils, en majorité des femmes, dotés de grades d'assimilation et servant, eux aussi sous contrat, seront employés dans les formations sanitaires (médecins, dentistes, infirmières...) ou dans les états-majors et directions de service (secrétaires, dactylos, chيفreuses...) ; leur nombre atteindra plusieurs milliers. Les «substitutions» viseront par ailleurs à combler le manque de fantassins, surtout à partir de 1950, par des officiers et des sous-officiers appartenant à l'arme blindée, à l'artillerie ou au train. Enfin, et concernant des effectifs beaucoup plus importants, les ponctions sur les troupes dites métropolitaines devaient compenser sur le terrain le manque de cadres «marsouins», appartenant aux troupes d'outre mer.

- 2°) A partir de 1947, et malgré certaines réticences de haut-commissaires, on dut faire appel aux formations de tirailleurs nord-africains et africains ; les premiers constituaient en 1954 près de 30% des effectifs des F.T.E.O., les seconds, les Africains, plus de 15%.

- 3°) Mais ce sont en définitive les autochtones indochinois, utilisés soit «à côté», soit au sein des F.T.E.O., qui fourniront les contingents les plus importants (l'auteur ne traite pas des armées nationales mises sur pied à partir de 1949 dans les trois pays d'Indochine) en augmentation quasiment constante ; il s'agira soit d'auxiliaires, soit de supplétifs, soit de «réguliers».

Les auxiliaires, qui n'appartiennent pas en propre aux F.T.E.O., auront, lorsqu'ils en seront pourvus, des statuts très divers. Les uns ne seront pas armés ; ce sont des journaliers, civils à emploi limité dans le temps, guides, interprètes, travailleurs utilisés comme pionniers ou coolies ; ils sont soit volontaires, soit le plus souvent requis d'office parmi les prisonniers et internés militaires (P.I.M.), suspects arrêtés ou combattants faits prisonniers

n'appartenant pas aux formations régulières Viet Minh. D'autres seront armés, constitués en formation à caractère régional. Ce sont des gardes - gardes des voies ferrées ou gardes des minorités ethniques composées de montagnards traditionnellement hostiles aux Vietnamiens - et les groupes de maquisards essentiellement Méo, Man et Thai, pratiquant la contre-guérilla, plus ou moins contrôlés par les F.T.E.O.

Les supplétifs, appelés parfois partisans, formeront d'innombrables groupements autochtones, combattant «à côté» des forces régulières. Leur utilisation présente de multiples avantages : coût beaucoup moins élevé que les Européens, gestion plus simple, car ils sont licenciés sans formalités, rendement appréciable au combat grâce à leur connaissance du terrain et des habitants. Revers de la médaille, ils sont difficilement employés hors de leur région d'origine. Parmi eux, les supplétifs dits confessionnels, levés par les sectes Hoa Hao ou Cao daïstes, alliés parfois turbulents et inquiétants, les milices catholiques et plus rarement bouddhiques. Plus nombreux que les groupements confessionnels, les supplétifs appartenant aux minorités ethniques, cambodgiens ou cham du Sud-Viêt Nam, et surtout les montagnards du Nord-Viêt Nam et des plateaux du Centre-Viêt Nam. Comptent enfin parmi les supplétifs, les ralliés, anciens Viet Minh, parmi lesquels ont été formés quelques commandos dont l'efficacité est devenue légendaire. Au total, les effectifs des supplétifs atteindront 50 000 à 60 000 hommes en 1953 et 1954.

En plus des auxiliaires et des supplétifs, les autochtones fourniront une troisième catégorie de combattants, les réguliers. Les formations des F.T.E.O. incorporèrent en effet des engagés vietnamiens, cambodgiens et laotiens. Ce «jaunissement» prit de plus en plus d'ampleur, jusqu'au 1er mars 1954, les Français ne représentaient plus que 29% des effectifs, les réguliers autochtones près de 31%, après en avoir constitué près de 34% en 1952. L'emploi des autochtones au sein des formations présentait des avantages identiques à ceux des supplétifs ; leur présence permettait en outre de préparer la naissance et le renforcement des armées nationales.

Toutes les unités des F.T.E.O. devinrent ainsi des formations mixtes, à l'exception des régiments nord-africains et africains. Le jaunissement des bataillons de parachutistes et de légionnaires intervint tardivement, début 1949 pour les premiers, 1951 pour la légion.

En fait, l'incorporation massive d'autochtones dans les F.T.E.O. ne sera pas sans conséquence sur le moral des cadres français, gagnés par une certaine amertume, qui comprenaient mal la politique de «maintien de la présence française avec des effectifs de moins en moins français». La prolongation de la durée de séjour à 30 mois, celles des convalescences et des disponibilités calculées au plus juste, l'arrivée de cadres à la limite de l'aptitude physique, toutes mesures s'ajoutant aux fatigues et aux déceptions opérationnelles, renforçaient le sentiment, parmi les officiers et les sous-officiers, d'être abandonnés par la métropole. Ce sentiment fut à l'origine de ce que l'auteur qualifie «d'état d'esprit particulier des soldats d'Indochine». C'est cette attitude de la métropole vis à vis de la guerre d'Indochine que Michel Bodin étudie après avoir exposé le problème des effectifs des F.T.E.O..

Dans une deuxième partie, l'auteur analyse ainsi successivement l'état de l'opinion française, puis celle des parties et des gouvernements.

L'opinion publique manifesterà à l'égard du conflit et des combattants d'Indochine une indifférence dont elle ne se départira qu'à de rares occasions. En 1945 et 1946, le pays a d'autres soucis plus angoissants, qui concernent en particulier le quotidien et la vie immédiate (rationnement, hausse des prix...), il compte ses morts, reçoit ses prisonniers, panse ses plaies. Par la suite, une certaine lassitude de la majorité des Français s'explique par

l'éloignement du théâtre d'opérations, dont ne dépend pas le sort du pays, par l'idée que les «guerres coloniales sont l'affaire des militaires de carrière et des engagés», par le sentiment que le corps expéditionnaire est incapable de venir à bout de ce qu'on lui a d'abord présenté comme un combat de guérilla, par l'impression que les portes sont surtout pour la légion et pour les Africains. Par dessus tout, l'opinion ne comprend pas les enjeux de la lutte ; les explications données par les responsables politiques changent au fil des années, passant de la reconquête de territoires coloniaux à la protection d'États associés, puis à la défense du monde libre contre le communisme.

À de rares occasions, lorsque surviennent en Indochine des événements tragiques ou spectaculaires - Cao Bang et les revers de la R.C. 4 en octobre 1950, l'action de De Lattre en 1951 et le retour à l'esprit offensif, Dien Bien Phu évidemment - on assiste à une sorte de réveil momentané de l'opinion publique ; mais dès 1952, l'absence d'intérêt fait place à une hostilité de plus en plus marquée à la poursuite de la lutte.

Quant à la presse, son rôle est une interaction avec l'opinion «le désintérêt des journaux a nourri l'ignorance du public». Les événements d'Indochine sont entrés dans l'habitude, de la presse d'information réagissant à certains événements qu'elle traite comme des «faits divers» ; pour la presse d'opinion, la guerre est prétexte à polémiques d'ordre politique ou économique entre les partis.

Pour ce qui est des partis politiques, l'Extrême-Orient ne sera jamais jusqu'en 1954, leur préoccupation majeure. Aucun grand débat sur le conflit d'Indochine n'aura lieu à la Chambre des députés avant l'intervention de Pierre Mendès-France. Les déclarations d'investiture et les débats qui les accompagnent seront très discrets sur la question, de même que les programmes des gouvernements successifs. On évoquait le conflit le plus souvent à l'occasion des questions financières et les ministres parvenaient à esquiver les réponses aux demandes d'interpellation et aux questions écrites.

Cette prudence des hommes politiques peut s'expliquer par l'instabilité ministérielle caractéristique de la IV^{ème} République ; les gouvernements de coalition devaient tenir compte des opinions de leurs composants et ménager les sensibilités des militants. Ils étaient condamnés aux demi-mesures - c'est tout le problème des effectifs demandés pour l'Indochine - et en définitive à l'inaction, incapables de faire réellement la guerre, tout autant que la paix.

De tels comportements sont ceux de la période de tripartisme, qui associe au gouvernement le parti communiste, la S.F.I.O. et le M.R.P. jusqu'en mai 1947, puis ceux de la «troisième force» ; de 1947 à 1952, les communistes, mis à l'écart de la majorité, y sont remplacés par le Rassemblement de la Gauche Républicaine (R.G.R.), qui regroupe les Radicaux, les Radicaux Socialistes et l'U.D.S.R., «juxtaposition d'idées variées et opposées, sans doctrine coloniale affirmée». En 1952, la S.F.I.O. devient parti d'opposition, et ce seront des majorités composites de droite qui gouverneront.

Ces différentes coalitions parviendront, sur l'Indochine, à des accords fragiles, qu'ils abandonneront les uns après les autres. Jusqu'en 1949, «l'indépendance dans le cadre de l'Union Française» a la faveur des partis de gouvernement, mais la personnalité de l'Empereur Bao Daï ne fait pas l'unanimité. Des hésitations prennent corps à partir de 1949-1950, après Cao Bang, renforcées par la victoire définitive de Mao, et l'aide accrue qu'il apportera au Viet Minh. Il s'agira alors de protéger les États Associés, grâce à l'aide internationale, et de les aider à mettre sur pied des armées nationales susceptibles d'assurer la relève des F.T.E.O. Le scepticisme à l'égard de cette éventualité est partagé par des personnalités de tous bords, tandis que les partisans de l'ouverture de négociations avec Ho Chi

Minh tirent argument des discussions engagées par les Etats-Unis en 1951 à Kaesong et à Pam Mun Jom. On envisageait une telle solution dès 1950 à la S.F.I.O., à partir de 1952 au R.G.R. La volonté du M.R.P., puis de la droite, de poursuivre la lutte ne put empêcher l'investiture de Pierre Mendès-France le 16 juin 1954.

La conclusion de Michel Bodin est sévère pour les responsables métropolitains : le corps expéditionnaire ne reçut jamais les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Il en résulta «une cassure entre la Nation et ses combattants, durement ressentie par les militaires, qui provoqua dans l'armée en Indochine un véritable malaise dont on retrouvera les effets plus tard en Algérie».

Michel Bodin, qui enseigne l'histoire à l'université de Besançon, apporte à son analyse et à sa démonstration la rigueur et l'objectivité d'un travail d'historien ; il s'appuie sur des sources d'une qualité et d'une richesse remarquable. Les anciens d'Indochine revivront les sentiments qu'ils ont éprouvés devant l'indifférence générale, parfois ressentie comme un réel mépris de la part de leurs concitoyens. Les lecteurs qui n'ont pas connu l'Indochine des années de guerre y trouveront des réponses aux questions posées par une page douloureuse de notre histoire. Michel Bodin se proposait de combler une lacune ; il a atteint son but. Ce très beau livre devait être écrit.

Luc LACROZE

Jean DEUVE : *Guérilla au Laos, Paris*, L'Harmattan, 1997, 345 pp.
[Correspondance : 5-7 rue de l'Ecole Polytechnique 75005 Paris]

Les éditions L'Harmattan viennent de rééditer « Guérilla au Laos », de Jean Deuve. Obligation de réserve oblige, l'auteur/acteur dans cette « guérilla » étant officier spécialiste du renseignement, l'édition originale des Presses de la Cité (1966) était signée du pseudonyme Michel Caply.

L'auteur raconte, d'un point de vue français, gaulliste de l'époque, l'année 1945 au Laos : année qui s'avéra fatidique en faisant basculer la destinée des pays indochinois et accélérer le processus de décolonisation. Deux dates historiques jalonnent cette année ; le 9 mars avec le coup de force japonais (les japonais emprisonnent les Français et prennent le pouvoir de fait), et le 2 septembre avec la capitulation du Japon après les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki.

Pendant près de cinq ans, avant le coup de force japonais de mars 1945, les autorités coloniales françaises aux ordres de Vichy, et le corps expéditionnaire japonais, cohabitèrent en chiens de faïence. Les premiers détenaient le pouvoir de droit (administration), les seconds le pouvoir de fait, la force militaire, laquelle leur permettait d'utiliser le sol indochinois afin de poursuivre leurs efforts de guerre en direction de la Chine et du Pacifique, tout en promouvant une propagande efficace sur le thème : « l'Asie au Asiatiques », sous-entendu dans l'orbite du Grand Japon.

C'est dans ce contexte qu'une résistance française d'inspiration gaulliste apparaît. Les alliés basés en Inde décident de parachuter une cinquantaine de « spécialistes » avec pour mission d'organiser, et de coordonner une quinzaine de foyers de résistance évoluant en brousse. L'objectif est, d'assurer la « pérennisation » de la présence française, de faire du

renseignement, de se préparer à entraver les mouvements de troupes japonais (tout en évitant l'affrontement ouvert), d'établir des « dropping zones » pour le parachutage d'hommes, d'armes, de matériel, et enfin, d'installer des caches d'armes, en prévision de la prochaine défaite japonaise et de la reconquête qui devrait suivre.

L'essentiel de l'ouvrage raconte les pérégrinations des différents maquis, un jeu de cache-cache, émaillé d'incidents et de drames, qui se poursuit plus de six mois, où il s'agit de durer jusqu'à la capitulation japonaise.

On constate que le succès des opérations est largement dû à l'appui d'une bonne partie des populations villageoises travaillées par les chasseurs laotiens.

Cependant, on peut regretter que l'auteur n'ait pu donner la parole aux Laotiens de base.

Une confrontation entre les perceptions françaises et laotiennes de cette époque trouble serait intéressante. Les anciens résument la période japonaise par le proverbe : « Nous étions comme la viande au milieu de la pince de bambou. »

Jean-François PAPET

ORGANISATIONS SOCIALES

Claude BALAIZE : *Villages du Sud Viêt-Nam*, Paris, L'Harmattan, 1995, 400 p.
[Correspondance : L'Harmattan, 5-7 rue de l'Ecole Polytechnique, 75005 Paris]

Par-delà ce titre un peu ambitieux, il s'agit d'un travail monographique consacré à la province qui entoure la ville de Saigon, celle de Gia Dinh (quelque 800 km², soit 0,4% de la superficie du Sud Viêt-Nam), pendant les années 1960-75 ; somme de « morceaux choisis », il a été réalisé à partir d'une série d'études de terrain menées dans le cadre d'une thèse de doctorat d'État. S'inscrivant dans la lignée des recherches de géographie humaine de P. Gourou et de C. Robequain, cet ouvrage vient compléter les quelques rares travaux de synthèse en langue française (comme celui de Nguyen Van Hao) consacrés à l'agriculture du Sud Viêt-Nam pendant la période 1954-75, comblant ainsi une lacune de la recherche.

L'ouvrage montre comment, dans une « situation de guerre » qui fait de la paysannerie un enjeu stratégique, évolue l'activité économique d'une région située au confluent de deux écosystèmes, les régions deltaïques du Nam Phan et l'arrière-pays du Trung Phan, où la proximité de la capitale joue en faveur de l'urbanisation.

Il se compose de trois études : la première, de généralités relatives à la province de Gia Dinh (p. 11-123, soit un quart de l'ouvrage), la seconde, monographique (p. 125-310, soit la moitié de l'ouvrage), consacrée à l'économie de quatre villages choisis pour leur représentativité, la troisième, sociologique, présentant quelques traits caractéristiques de la vie villageoise (p. 311-384, soit le dernier quart de l'ouvrage).

La première partie de l'ouvrage propose une analyse géo-économique de la province du Gia Dinh, centrée sur deux paramètres, ceux-là même que vient modifier la guerre civile, la

démographie et les structures foncières : les échecs successifs des recompositions agraires entreprises par les autorités sudistes (réforme agraire que vient accompagner, à la fin des années 1950, le regroupement des paysans en « agrovilles », puis en hameaux stratégiques) aboutissent en 1965 à l'intervention massive des États-Unis, dont l'une des conséquences est la multiplication des réfugiés de l'intérieur (la population du Gia Dinh s'accroît de 40% entre 1965 et 1969) ; ce n'est pas la réforme agraire de la dernière chance entreprise en 1970 (dont les résultats, même dans une province relativement contrôlée par les autorités sudistes comme le Gia Dinh, sont pour le moins difficiles à apprécier, cf. p. 121-122) qui permet au gouvernement d'élargir son assise dans le monde rural.

Le cadre de l'étude une fois tracé, la seconde partie consiste en une analyse détaillée de l'activité économique de quatre villages (Than Thoi Nhut, Linh Xuan Thon, Phu My Tay et An Phu Tay), à travers une approche d'ethnographie agricole. Il apparaît ainsi que le développement symétrique de la guerre et de l'urbanisation tend à diversifier les activités productives : en raison de la proximité de la capitale, la spéculation foncière touche les rizières « libres » (c'est-à-dire non incluses dans la réforme agraire) et la riziculture fait place, autant que faire se peut, à des activités plus rentables en raison de leur caractère spéculatif, comme la culture maraîchère (plantes aquatiques, bétel...) ou l'élevage (porc et volaille) ; parmi ces nombreuses activités de complément, l'on notera la persistance d'une production artisanale traditionnelle, celle de papier (p. 292-310), qui témoigne d'un type de production « industrielle » vraisemblablement non recensé par les statistiques officielles. Au terme de cette analyse, il apparaîtrait que la diversification des activités productives a correspondu à une relative élévation du niveau de vie moyen du Gia Dinh, au fur et à mesure de l'insertion de la province dans la « région métropolitaine de Saigon » (p. 378-384).

Cette amélioration des conditions de vie s'opère à l'intérieur d'une recomposition du cadre administratif (3ème partie). À la suite de l'offensive du Têt (1968) les institutions civiles ont été flanquées de structures paramilitaires chargées à la fois de l'autodéfense et de l'auto-développement du monde rural. Comme le point d'ancrage de ce système de sécurité est le hameau stratégique (p. 318), le hameau devient l'unité administrative de base, les chefs de hameaux étant regroupés dans des conseils communaux. Toutefois, à en juger par les exemples concrets donnés par l'auteur, ces mesures ne semblent pas modifier le fonctionnement de la société villageoise : ainsi, par exemple, en dépit de l'existence de banques spécialisées (Banque de Crédit Agricole) censées participer au développement du monde rural, est-ce le crédit entre particuliers qui fournit l'essentiel des crédits aux familles ; parmi ce type de crédit, l'on note les tontines féminines (hui, p. 372-375), dont le fonctionnement témoigne de l'importance des réseaux féminins, et, par-delà, pose le problème de la rémanence d'un substrat môn-khmer matrilineaire.

Cet ouvrage érudit, qui décrit avec minutie les activités agricoles et abonde en observations précieuses sur la vie quotidienne (cf. l'analyse du marchandage p. 338-345), constitue un témoignage de qualité sur la sociologie et l'économie de la périphérie saïgonaise pendant la dernière décennie du régime sudiste.

Alors même que la guerre modifie la structure démographique de la province du Gia Dinh, et que l'offensive du Têt est ressentie comme une rupture majeure, l'on est toutefois surpris de voir à quel point la guerre semble demeurer extérieure à cet univers villageois, dont l'évolution relèverait, pour l'essentiel, d'un processus « normal » d'urbanisation et de mo-

dernisation. L'on s'interroge alors sur l'impact de la guerre sur le Gia Dinh, notamment au plan sociologique (redéfinition officielle des structures de pouvoir, relations avec les Viêt-công etc...), et ce d'autant plus que l'on sait que la guérilla opérait à l'intérieur de la province (cf. les tunnels de Cu-chi).

L'on aimerait enfin pouvoir comparer le Gia Dinh du début des années 1970 aux arrondissements correspondant de l'actuelle municipalité d'Hochiminh-ville, de manière à comprendre comment s'est poursuivie l'urbanisation dans le Sud Viêt-Nam depuis la réunification ; l'édition de cet important travail annonce peut-être une telle relecture contemporaine.

Marie-Sybille de VIENNE

Michael RHUM : *The Ancestral Lords, Gender, Descent, and Spirits in a Northern Thai Village.* De Kalb, Northern Illinois University, Center for Southeast Asian Studies, Monograph Series on Southeast Asia, Special Report n°29, 1994, 202 p.

Participant des *Gender Studies* très en vogue outre-Atlantique, ce livre analyse dans une optique structuraliste la parenté et les activités de culte conçues comme opérateurs des statuts sociaux, ceci à partir de l'étude d'un village yuan de la province de Lampang, au nord de la Thaïlande. M. Rhum y reconsidère notamment la matrifocalité du système de parenté cognatique des Yuan dont G. Wijewardene, A. Turton, R. Davis ou Ch. Mougne ont souligné le caractère emphatique, en particulier au niveau du culte ancestral aux *phi pu ña* qui donne corps à des matrilignées.

L'auteur contribue alors à nuancer les conclusions courantes quant à la part prise par les femmes dans ce culte. Celles-ci ne s'affirment comme officiantes principales que dans le contexte domestique. Or, le village étudié à ceci d'intéressant qu'il montre que, sous certaines conditions, les *phi pu ña* peuvent faire l'objet d'un culte collectif fondé non plus sur le principe de la filiation, mais sur celui de la localité. Les ancêtres des premiers arrivants deviennent alors les génies protecteurs de tout le village, voire de juridictions plus vastes comme le *tambon* (canton) ; la transmission des prérogatives rituelles ne se fait dès lors plus sur une base matrilineaire, mais cognatique, les hommes jouant par ailleurs les premiers rôles à ce niveau. Un tel constat conduit M. Rhum à émettre l'idée que le culte à cette catégorie d'esprits a moins à voir avec la filiation qu'avec le sexe. D'autre part, si l'inflexion matrilocale de la parenté yuan est incontestable, celle-ci paraît largement contrebalancée dans la sphère publique par une idéologie pseudo-patrilinéaire et c'est à la vérification de ces deux hypothèses qu'est consacré le corps de l'ouvrage.

En s'intéressant aux modalités du culte aux ancêtres et à celui d'autres catégories de génies tutélaires, puis en élargissant la perspective aux activités religieuses relevant de la sphère bouddhique, M. Rhum en vient à soutenir que la position des hommes dans cette société est placée sous le sceau de la mobilité, de l'autonomie et de l'instabilité structurale, par contraste avec les femmes que les codes sociaux et la symbolique spatiale associent étroitement à la sphère domestique et qui se voient conférer un rôle central dans la continuité intergénérationnelle du groupe. Ce jeu d'oppositions, explique l'auteur, ressort bien du rapport différentiel que les hommes et les femmes entretiennent avec l'institution bouddhique : si l'autonomie reconnue aux premiers trouve alors à s'exprimer dans l'ascèse et dans la possibilité

que leur offre l'ordination de se soustraire aux obligations familiales ou d'assurer leur promotion sociale, les femmes, de leur côté, à défaut de pouvoir entrer dans les ordres n'ont pas accès à ses ouvertures sur un espace social plus large et sont spirituellement dépendantes de leurs fils pour l'acquisition de mérites. Plus généralement, l'identité des femmes serait définie en termes de rapport aux autres, alors que celle des hommes se poserait en termes d'autonomie. De plus, si l'image archétypale de ces derniers se situerait entre les figures extrêmes du viril guerrier et du bonze vertueux avec pour élément médiateur le chef de la congrégation laïque auprès du *sangha*, dans le cas des femmes les images archétypales seraient celles de la mère et de l'épouse avec pour figure médiatrice celle de la soeur.

Dans un autre registre qui tient aux structures socio-spatiales, l'auteur note avec pertinence, sur la base des différentes acceptions des termes *hüan* (maison) et *müang* (cité, principauté), que les espaces ainsi qualifiés sont à géométrie variable, quoique la hiérarchie d'exclusions qu'ils partagent ne soit pas de même nature. En effet, si dans le cas du *müang*, c'est l'acception la plus englobante du terme qui sert de standard à celles désignant des entités socio-politiques de moindre envergure ; dans le cas de la maison, au contraire, l'acception idéale typique est la plus exclusive car correspondant à la chambre à coucher centrée sur les femmes. Autrement dit, comme l'explique l'auteur dans sa conclusion, si le *müang* est défini en termes d'inclusion politique, la *hüan* l'est en termes d'exclusion reproductive.

Ces propos sont très suggestifs et, plus globalement, l'ouvrage est, à n'en point douter, une contribution importante à l'étude de la société yuan, de son idéologie et de ses activités culturelles, même si le village choisi par l'auteur est, de son propre aveu, quelque peu atypique et même si M. Rhum ne fait pas toujours clairement le lien entre l'examen de cette situation particulière et des propositions plus générales qui seraient applicables à l'ensemble des Yuan. Par ailleurs, l'autonomie et « l'instabilité structurale » dont il affuble les hommes sont à relativiser. Ainsi, le puissant travail d'« inculcation » dont ils font l'objet au sein du *sangha* et la discipline comme la stricte hiérarchie auxquelles ils doivent alors se soumettre, tout cela montre que l'institution monastique joue tout autant dans le sens de l'intériorisation des normes et de l'intégration sociale des hommes, que dans celui de leur détachement des vicissitudes de la vie profane. De plus, la mobilité sociale qui les caractérise n'est pas nécessairement synonyme d'instabilité structurale, à moins de concevoir, ainsi qu'on l'a reproché à Levi-Strauss, la structure comme un puzzle figé de positions. Cette mobilité, parce qu'elle renouvelle sous différentes formes les liens sociaux entre les groupes définis par la parenté, contribue inversement au dynamisme et à la flexibilité des structures sociales. Concernant, enfin, la question laissée ouverte par l'auteur de la conversion d'esprits ancestraux en génies tutélaires du territoire, un élément de réponse tient sans doute à la maîtrise du sol qui est reconnue aux premiers défricheurs dans nombre de sociétés asiatiques.

Bernard FORMOSO

TRAVAILLER AVEC

Michel LAISSUS : *Travailler avec les Vietnamiens*, Paris, Nathan 1995, 145 p.
[Correspondance : Nathan, 9 rue Méchain, 75014 Paris]

Ce petit guide sans prétention présente les informations indispensables à tout opérateur souhaitant développer des relations d'affaires avec les Vietnamiens. Il réunit une série de fiches pratiques, réalisées sur la base d'observations de terrain effectuées au fur à mesure du développement des propres opérations de l'auteur, un consultant spécialisé sur les pays en transition d'Europe centrale et d'Asie du Sud-Est qui a personnellement investi au Viêt-Nam. La première partie du guide décrit les généralités géographiques et humaines relatives au Viêt-Nam (p. 5-20, un quart des pages), la seconde analyse la stratégie internationale du pays et les moyens de sa mise en oeuvre (institution, économie, finance etc..., p. 21-120, soit les trois quarts du texte), la troisième donne des conseils pratiques (p. 122-138, le dernier quart du texte) ; une chronologie historique sommaire est fournie en annexe (p. 139-143).

Après une description sans surprise des contextes géographiques, l'auteur s'attache à décrypter l'ouverture internationale du Viêt-Nam en montrant que l'offensive de séduction (p. 22) entreprise par l'état vietnamien masque la ferme volonté de conserver la maîtrise de son développement (p. 94-96) : le gouvernement privilégie les projets relatifs aux grandes entreprises et impliquant des transferts de technologie, qui sont un moyen de consolider la technostucture étatique, tout en verrouillant son marché intérieur aux importations de produits de consommation ; la structure administrative (p. 41-46) est ordonnée à maintenir le contrôle des autorités centrales sur les relations avec l'extérieur. Si la coopération avec l'étranger passe par des formes juridiques classiques dans les économies «en transition» (contrat de coopération, société mixte), l'auteur signale une réaction, peut-être épidermique, aux contraintes d'un droit et d'une pratique (prise de toutes les décisions stratégiques à l'unanimité) attribuant d'importants pouvoirs au partenaire vietnamien quelle que soit sa participation au capital, qui est l'actuel développement de sociétés à 100% étrangères (p. 76-80).

Toutefois, la réalité mouvante du terrain (institutions, réglementations...) fait que la situation est concrètement celle d'une « lutte de tous contre tous » (p. 117), où les capitaux étrangers ne font qu'attiser des rivalités séculaires. L'auteur conseille donc d'allier la prudence, voire le doute, à l'esprit d'entreprise (p. 119), et ce d'autant plus que « l'argent rapide et facile... le plus souvent n'est pas tout à fait propre » : les projets qui aboutissent ne sont pas forcément ceux par lesquels les opérations ont commencé (p. 103-104). Aux yeux de l'auteur, les Vietnamiens d'outre-mer (Viet-Kieu) sont les auxiliaires indispensables de ce type d'approche. Signalons, parmi les conseils de la dernière partie, le chapitre «clés pour séduire la jeune génération», qui reprend un sondage effectué en 1994 montrant que la carrière et le statut social sont les principales préoccupations des jeunes (p. 130-134), et que, par voie de conséquence, le problème des investisseurs est de leur proposer non pas un présent, mais un avenir.

Le guide de M. Laissus se distingue des précédents publiés en France (comme celui de Florence REYMONDON, *Investir au Viet-Nam*, Paris, L'Harmattan, 1991, 92 p. + 90 p.

d'annexes) en ce qu'il ne se contente pas de donner des informations techniques, mais qu'il apporte le témoignage concret d'un praticien sur le processus d'ouverture. La seule réserve que l'on pourrait émettre est relative au recours aux Viet-Kieu, qui reste à nos yeux une arme à double tranchant puisque ces derniers, et ce en dépit de tout le savoir faire qu'ils représentent, demeurent encore suspects (le plus souvent à tort) aux yeux des Vietnamiens de l'intérieur. Alors que le discours des milieux d'affaires français, touchés par la nostalgie indochinoise, était unilatéralement optimiste au début des années 1990, le succès en librairie de ce guide révèle une évolution vers une mesure plus nuancée du développement vietnamien, qui permet d'en mieux saisir les véritables opportunités.

Marie-Sybille de VIENNE

Richard SOLA : *Birmanie, la révolution kidnappée, 1981-1995*, Paris, L'Harmattan, 1996, 271 p. [Correspondance : L'Harmattan, 5-7 rue de l'Ecole Polytechnique, 75005 Paris]

Richard Sola a rassemblé dans le présent ouvrage une série de notes et de courts articles de presse écrits de 1981 à 1995, qui conduisent à établir un diagnostic global d'échec de l'expérience birmane, politique, en raison du refus de prendre en compte le pluralisme ethnique, et socio-économique, dû à l'absence d'un véritable schéma de développement. L'auteur possède une double formation, journalistique et universitaire, qui l'a amené à se rendre fréquemment sur le terrain et lui a permis de collecter des matériaux de première main ; ses travaux sur la Birmanie se situent dans la lignée de ceux du correspondant de la *Far Eastern Economic Review [F.E.E.R.]* à Chiang Mai, Bertil LITNER (cf., par exemple, *Burma in revolt : opium and insurgency since 1948*, Westview, Boulder Co, 1994, & Bangkok, White Lotus, 514 p.).

L'ouvrage peut s'analyser en trois parties ; la première (p. 15-72, soit un quart des pages) est consacrée aux années 1981-88, la seconde (p. 73-193, soit la moitié des pages) aux années 1988-95 ; la dernière (p. 193-270, un tiers des pages) présente un récapitulatif historique, avec une chronologie depuis la conquête britannique (1825), un lexique des acronymes (p. 219-227) et des notices biographiques des principaux responsables contemporains ; des pièces justificatives communiquées en annexe (p. 217-264) permettent enfin de mieux saisir certaines prises de position, intérieures et extérieures (cf., par exemple, la lettre ouverte de l'auteur au Président de la République Française, le 26 mai 1990, et sa réponse, p. 249-250).

La Birmanie assiste au début des années 1980 à la radicalisation d'un socialisme autoritaire qui a échoué à lancer le pays sur la voie du développement comme à résoudre le problème posé par une fragmentation croissante des régions frontalières (cf., pour la frontière avec l'Inde, p. 61-63) sous l'effet conjugué des rébellions ethniques, du communisme (p. 65) et du développement d'une « économie de la drogue » (p. 42-45).

Pour sortir d'une crise économique (p. 73-76) qui s'est traduite successivement par l'effondrement du *kyatt* sur le marché libre (1975-80) et la chute des recettes d'exportation (1982-85), le gouvernement birman tente de désenclaver le pays et commence par renouer avec le plus puissant de ses voisins, la Chine (1985, p. 57-60). L'effet de cette ouverture sur

l'économie restant des plus limitées, le gouvernement reprend une mesure expérimentée en 1964, et démonétise à deux reprises une partie de la masse monétaire, d'abord en 1985 (retrait des billets de 50, 20 et 10 *kyat*), puis en septembre 1987 (suppression des billets de 75, 35 et 25 *kyat*), cette dernière opération s'effectuant, à la différence des précédentes (p. 69), sans aucune possibilité de conversion (p. 73).

Les protestations d'une population doublement spoliée, par la disparition d'une partie de son épargne et par le renchérissement (sur le marché parallèle) de la vie quotidienne, prennent alors une ampleur telle que le régime vacille : sous l'impulsion des étudiants, les émeutes (p. 77-92) se multiplient à Rangoon ; la violente répression (p. 78-79) qui s'ensuit entraîne la formation d'une force d'opposition hétéroclite, dirigée par Aung San Suu Kyi, fille du héros national Aung San, l'ancien Premier-ministre (1948-58 et 1960-62) U Nu, et le Général Aung Gyi, ancien compagnon de marche de Ne Win (jusqu'en 1963). Le Général Ne Win se retire alors du pouvoir (juillet 1988), et un gouvernement intérimaire prend la relève. Après quelques semaines tumultueuses, l'armée birmane s'empare du pouvoir par un coup d'État (18 septembre 1988) et instaure le *State Law and Order Restoration Council* (SLORC), qui, tout en promettant des élections pluralistes (les premières depuis près de trente ans), intensifie la répression : quelque 7 000 étudiants prennent la fuite et se réfugient dans les maquis de la frontière thaïlandaise (p. 102).

Comme les Occidentaux (à la différence des Japonais) retirent leur aide en réaction au caractère répressif du « nouveau » régime (p. 94-95), le SLORC n'a pas d'autre choix que de changer d'orientation pour récupérer d'autres soutiens extérieurs, cette fois-ci sous forme d'investissements : il renonce donc officiellement au socialisme (p. 106). Ce replâtrage à peine effectué, le SLORC, qui n'arrive évidemment pas à rétablir les consensus, prépare les élections en déplaçant autoritairement près d'un demi-million d'opposants « potentiels » des grandes villes (Rangoon et Mandalay) vers des régions plus reculées (p. 115). Et il perd les élections face à une opposition qui remporte une confortable victoire (27 mai 1990) avec 70% des suffrages (p. 132). Mais comme l'opposition reste très morcelée (en une centaine de partis, p. 102), la junte, qui demeure la seule force véritablement organisée, tente le tout pour le tout et décide de conserver le pouvoir : la « révolution » est confisquée. Si l'opposition crée un gouvernement clandestin à la frontière thaïlandaise, le Gouvernement national de coalition de l'Union Birmane (reconnue uniquement par la Norvège, ce qui prouve bien les limites des protestations occidentales), elle commet toutefois l'erreur d'expulser de sa coordination les deux principaux dirigeants emprisonnés par le SLORC, Aung San Suu Kyi et Tin U (p. 133-135), ce qui la fragilise d'autant : la junte a gagné la première manche. Il reste au SLORC à consolider son avancée ; il commence par obtenir le soutien diplomatique et militaire de la R.P.C. (p. 173-176) en échange de l'ouverture de sa frontière nord ; ainsi consolidé, il obtient en une dizaine de mois (1993-94) la suspension de la plupart des rébellions ethniques, à l'exception de celle des Karen, et signe un armistice avec les barons de la drogue (en 1995, p. 222) : la sécurité intérieure ainsi théoriquement rétablie, la junte peut donc restaurer son image internationale en libérant Aung San Suu Kyi, devenue entre temps (1991) Prix Nobel de la Paix, et deux autres dirigeants de l'opposition (p. 187-188). Il reste que rien n'est réglé sur le fond, puisque le « Che Gevara local », Moe Thi Zun (ex-dirigeant étudiant de 1988), fondateur du parti démocrate pour une nouvelle société (marxisant), comme plusieurs autres groupes de l'opposition, continue la lutte armée (p. 189-191).

En permettant de se repérer parmi un foisonnement d'événements souvent contradictoires, l'ouvrage de R. Sola constitue un matériau particulièrement utile pour l'étude de la Birmanie contemporaine ; son appareil critique et ses répertoires sont indispensables à toute tentative de décryptage politique du dossier ; l'on apprend ainsi, par exemple, que les organismes multilatéraux comme le PNUD ont contribué - à leur corps défendant - à soutenir financièrement les déplacements forcés de population (p. 167-171). L'on sera de surcroît particulièrement sensible au jugement nuancé qu'il porte sur certains protagonistes, notamment sur Aung San Suu Kyi « vraie héroïne, faux martyr » (p. 147-146 et p. 215-216), dont les médias occidentaux ont fait le symbole de la démocratie. De fait, la fille du *Bogyoke* (généralissime) Aung San (certes, partisan d'un État réellement fédéral mais également d'un régime autoritaire, bref d'une formule proche du titisme yougoslave et non d'un fédéralisme à l'américaine, p. 139-140) et de l'ambassadrice (sous Ne Win...) de Birmanie en Inde, éduquée en Angleterre, épouse d'un tibétologue anglais qui fut précepteur de la famille royale du Bhoutan, représente une figure trop ambiguë et trop novice en politique pour constituer une véritable alternative ; plus gravement, la médiatisation excessive du personnage nuirait à d'autres opposants plus à même de rencontrer une meilleure audience à l'intérieur du pays. Tout au plus pourrait-on regretter que cette présentation du dossier birman s'effectue presque exclusivement en termes politiques ; l'on se permet toutefois d'espérer que la publication d'un tel recueil annonce celle, très attendue, d'un ouvrage de synthèse sur l'évolution de la Birmanie depuis les années 1960.

Marie-Sybille de VIENNE

Alain S. de SACY : *La Birmanie : une résistible ouverture*, Paris, HEC Eurasia Institute, novembre 1996, 133 p. [Correspondance : HEC, 78351 Jouy-en-Josas]

Après quelque trois décennies d'un neutralisme socialisant se traduisant concrètement, au plan international, par la fermeture aux influences occidentales, et, au plan intérieur, par l'effondrement de l'économie, la Birmanie rentre dans une profonde crise politique en 1987-88. Pour tenter de sauver un état menacé d'implosion, il ne reste alors pas d'autre choix au gouvernement que de se convertir à l'économie de marché, afin d'obtenir de l'étranger les financements qu'il est évidemment dans l'incapacité de mobiliser à l'intérieur du pays.

Ce sont les résultats de cette conversion complaisamment affichée qu'étudie l'ouvrage d'Alain de Sacy ; l'auteur allie une trajectoire professionnelle dans le domaine bancaire à une activité de consultant dans la Péninsule Indochinoise, ce qui donne d'autant plus de corps à ce premier travail de synthèse français consacré à l'économie birmane contemporaine.

Pour l'auteur, l'ouverture birmane ne peut être que « résistible », car elle greffe des ambitions étrangères sur des tensions internes récurrentes. La démonstration se présente sous la forme de deux dossiers (une soixantaine de pages chacun), le premier, consacré aux confrontations, le second, aux convoitises ; une chronologie des réformes (p. 129-130) et une bibliographie contemporaine (p. 131-133) sont communiquées en annexe.

L'analyse des confrontations débute par un rappel des contraintes de temps long, celles de la pluralité ethnique (p. 15-28). Depuis 1962, la réponse à cette pluralité est la dictature

militaire, dont la traduction en termes économiques est celle d'une paupérisation croissante. Si les réformes entreprises depuis la fin des années 1980 semblent autoriser une certaine reprise de (p. 39-45), cette relance n'en reste pas moins dérisoire, tirée par la progression d'une riziculture de médiocre qualité et faiblement exportatrice. La réalité de la croissance est d'autant plus difficile à apprécier que les indicateurs monétaires n'ont guère de sens au regard des différences entre le cours officiel et le cours parallèle, et des incessantes refontes de la monnaie. Plus gravement, l'économie officielle s'avère au bord de la faillite (p. 46-61), ce que vient partiellement compenser le développement d'une florissante économie de la drogue (p. 62-69). Quant au tourisme (p. 70-75), dont les recettes en devises - pour complémentaires qu'elles puissent sembler - pourraient d'ores et déjà aisément rapporter entre 5 et 10% de celles de l'opium (1,2 milliards \$ US), il demeure à ce jour embryonnaire, et les retombées éventuelles pourraient même devenir préjudiciables si la Birmanie se laissait séduire par le modèle thaïlandais. Le bilan socio-économique de l'ouverture est donc loin d'être unilatéralement positif.

Les convoitises étrangères ne font que rendre la situation un peu plus confuse. La Birmanie est l'un des pays les plus riches d'Asie du Sud-Est au plan minier et agro-industriel, ce qui a attiré quelque 4 milliards d'investissements étrangers (en termes d'approbation) cumulés depuis 1990 (p. 80-89) : en tête, les Chinois du Sud-Est Asiatique, avec 45% des flux (dont plus de la moitié pour Singapour), suivis par les Occidentaux, 40% (20% pour le Royaume-Uni, 11% pour la France et 6% pour les Etats-Unis). Le caractère dictatorial du régime fait que les Occidentaux restreignent leurs investissements aux secteurs les plus stratégiques et les plus sûrs, les hydrocarbures, au nom du respect des droits de l'homme (p. 90-113) ; les Sud-Est Asiatiques s'intéressent pour leur part au tourisme, au bois et à l'industrie légère. Mais dans tous les cas, ces investissements relèvent davantage d'une logique d'exploitation que de la participation ordonnée à un véritable développement. À ces investissements dûment enregistrés s'ajoutent des financements officieux, dont l'essentiel proviendrait de la R.P.C., qui représenteraient l'équivalent (coopération militaire incluse) des investissements officiels cumulés depuis 1989 (p. 91). L'économie birmane (hors hydrocarbures) serait donc bien reprise en main par les réseaux chinois, au Nord, ceux de R.P.C., au Sud, ceux d'Asie du Sud-Est ; ce n'est pas l'aide internationale, très faible et essentiellement d'origine japonaise, qui peut compenser cette montée en force.

D'après A. de Sacy, trois *scenarii* seraient envisageables ; aux deux extrêmes, la disparition de la dictature militaire au profit d'une démocratie fédérale, qui permettrait une lente reprise économique endogène, et le renforcement de la dictature militaire, qui s'appuierait sur un « front de colonisation » chinois, c'est-à-dire sur une dynamique exogène ; entre les deux, une libéralisation progressive du régime, accompagnée d'une réforme monétaire unifiant enfin les taux de change, qui créerait les conditions d'un décollage équilibré.

Abondamment documenté, l'ouvrage présente un état des lieux incisif et brillant de la Birmanie ; sa vingtaine d'encadrés historiques et économiques est particulièrement utile (le *Near market rate*, p. 56, la négociation de contrat d'investissement, p. 86-88, les mésaventures d'un entrepreneur birman confrontées aux exigences des démocraties occidentales, p. 92-94 etc...). Tout au plus peut-on regretter quelques imprécisions mineures, comme celle relative à la biographie de Kyn Nyunt, l'homme fort du régime, qui est le gendre du Général

Newin ; il aurait été de surcroît intéressant de s'interroger sur la composante chinoise dans les milieux de pouvoirs politique et économique (Newin lui-même étant de père chinois).

Marie-Sybille de VIENNE

CAMBODGE

IN Chhira : *Histoire de l'art culinaire khmer*. T.1. Photocopié. Chez l'auteur [21, square Dufourmantelle, 94700 Maisons Alfort]. 1995. In-8°, 51 p. (Prix : 30 FF. + 15 FF de frais de port pour la France).

Reprise d'un travail commencé dans le cadre de l'Ecole Nationale des Langues Orientales, ce travail, bien que de présentation modeste, retiendra l'attention des ethnologues de la cuisine autant que celle des amateurs. On ne s'attardera pas sur les quelques pages d'introduction consacrées à des généralités historiques. En revanche on lira avec intérêt les pages relatives à l'objet proprement dit, l'art culinaire - travail sur lequel la recherche ne s'est guère penchée - et qui sont le fruit d'une connaissance personnelle doublée d'enquêtes auprès des Anciens. Après quelques notes relatives à la préparation des insectes (pp. 10-12) qui sont un rappel implicite aux temps de régression alimentaire qu'ont connu - que connaissent encore - récemment les Khmers, les pages concernées commencent par celles relatives à ce que l'on peut considérer comme le fond ethnique de l'alimentation traditionnelle cambodgiennes : les conserves de poissons et de légumes (pp. 13-16), les variétés de riz et à leurs usages culinaires (pp. 17-24). Puis quelques photographies couleurs offrent à voir quelques épices et plats préparés (pp. 25-28). Ensuite la brochure énumère la composition de certains plats (pp. 29-33) ainsi qu'un tableau des principales épices et herbes aromatiques (pp. 34-40). L'ouvrage s'achève par la description détaillée d'une dizaine de recettes (pp. 41-51).

Jacques NÉPOTE

Thierry ZÉPHIR : *L'empire des rois khmers*. Paris, Gallimard (Découvertes. Histoire) [5 rue Sébastien-Bottin 75328 Paris Cedex 07]/Réunion des Musées Nationaux. 1997, 128 p. In-12. ill. bibliog. index.

L'auteur, chargé de mission au musée Guimet de Paris, et dont nous avons lu la récente contribution dans l'ouvrage de Mazenod (1994) consacré à l'Asie du Sud-Est (« L'art khmer », pp. 151-199) vient de donner à l'occasion de l'exposition parisienne des pièces du Musée de Phnom-Penh une introduction au monde angkorien vu sous l'angle de l'histoire de l'art au sens large, tout en sachant en rappeler les prolongements jusqu'au monde moderne. D'un style concis et clair, cette présentation s'accompagne d'une illustration judicieuse, abondante et parfois heureusement inhabituelle (nous pensons par exemple à la

photographie du Mébon occidental de la p. 20). L'ouvrage n'entend évidemment pas renouveler la discipline, ni apprendre quoique ce soit au spécialiste, mais il sait rendre accessible au grand public les grandes lignes d'un état de la question.

Jacques NÉPOTE